

Protection de captages en Saône-et-Loire : Qui fait quoi ?

L'eau est un bien commun indispensable à la vie. À l'échelle d'un territoire, la préservation de la ressource en eau est l'affaire de tous. En Saône-et-Loire, nombre d'entre elles sont affectées par les pollutions, qu'il s'agisse de nitrates ou de pesticides. L'exposition potentielle des populations à des risques sanitaires interroge la responsabilité des collectivités. Celles-ci ont en effet un rôle central à jouer, en particulier via la compétence "eau potable". Elles portent les démarches concertées de protection de captages, aux côtés de nombreux organismes qui les accompagnent.

➤ Préserver et gérer la ressource en eau

Les structures responsables des captages destinés à la production d'eau potable

Les communes ou les structures intercommunales (communautés, syndicats, etc.) responsables des captages destinés à la production d'eau potable sont les acteurs clés de la protection des ressources qu'elles exploitent : elles portent le projet et organisent la concertation avec les acteurs du territoire et les institutions, en lien étroit avec les structures responsables de l'alimentation en eau potable lorsqu'elles sont différentes.

Les structures porteuses de contrats de milieu

À une échelle plus large, les structures porteuses de contrat de milieu ont pour mission d'organiser la gestion concertée de l'eau entre tous les acteurs du bassin versant concerné.

Le **contrat de milieu** est un accord partenarial technique et financier pour une gestion cohérente et intégrée de la rivière à l'échelle de son bassin versant. Issu d'un accord entre l'État et les collectivités territoriales, il permet la réalisation d'un programme d'actions volontaire et concerté.

En Saône-et-Loire, on compte actuellement 7 contrats de rivières (bassin Rhône Méditerranée Corse) et 5 contrats territoriaux (bassin Loire-Bretagne) en cours de mise en œuvre.

Contacts (hors EPTB) :

Syndicat mixte des rivières du Beaujolais
Grégoire Thévenet, contrat des rivières du Beaujolais
g.thevenet@smrb-beaujolais.fr



Syndicat mixte des rivières du Sornin et de ses affluents (SYMISOA)

Céline Dechavanne, contrat territorial Sornin Jarnossin
c.dechavanne@symisoa.fr



Syndicat mixte de l'eau Morvan Autunois Couchois (SMEMAC)

Sarah Hassan, contrat territorial captage de l'étang de Brandon
sarah.hassan@smemac.org



Syndicat intercommunal d'étude et d'aménagement de l'Arroux (SINETA)

Maële Le Narvor, contrat territorial Arroux Mesvrin Drée
sineta.arroux2@orange.fr



Syndicat intercommunal du bassin versant de la Bourbince (SIBVB)

Benjamin Gauthier, contrat territorial de la Bourbince
sieab71@wanadoo.fr



Syndicat mixte d'étude et d'aménagement de l'Arconce et ses affluents (SMAAA)

Édith Bordage, contrat territorial de l'Arconce
smaaa_71@yahoo.fr



L'établissement public territorial de bassin (EPTB) Saône et Doubs

Les EPTB sont des syndicats mixtes regroupant les régions, départements et agglomérations du bassin hydrographique. Ils ont vocation à définir et impulser des projets et des programmes d'aménagement et de gestion dans les domaines des inondations, des milieux aquatiques et de la ressource en eau. La Saône-et-Loire fait partie du territoire d'intervention de l'EPTB Saône et Doubs qui anime à ce titre plusieurs contrats de rivière.

Contacts :

Boris Michalak, contrat de rivière Dheune et chef du pôle Saône aval et affluents
boris.michalak@eptb-saone-doubs.fr

Rachel Fabre, contrat des rivières Grosne et Chalonnais
rachel.fabre@eptb-saone-doubs.fr

Samuel Da Silva, contrat des rivières du Mâconnais
samuel.dasilva@eptb-saone-doubs.fr

Stéphane Parra, contrat de rivière Doubs et territoires associés
stephane.parra@eptb-saone-doubs.fr

Nicolas Amendola, contrat Saône, corridor alluvial et territoires associés
nicolas.amendola@eptb-saone-doubs.fr



Assurer la cohérence des actions de l'amont à l'aval

Les agences de l'eau

Les agences de l'eau accompagnent les collectivités dans leurs actions en faveur de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques. En déployant des moyens financiers et des outils d'expertise adaptés, elles s'assurent du bon déroulement du SDAGE. Celui-ci définit les orientations pour six ans de la protection et de la gestion des ressources à l'échelle du grand bassin hydrographique.

Elles impulsent une politique d'aménagement et de gestion des eaux dans le cadre des SAGE, déclinaisons locales du SDAGE, et initient des démarches concertées en faveur de la gestion de l'eau (contrats de milieux). Plus particulièrement sur les captages, elles financent certaines actions relatives aux bassins

d'alimentation de captages (BAC) considérés comme prioritaires dans les SDAGE.

Contacts :

Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
(délégation de Besançon)
Stéphane De Wever, expert agricole
stephane.dewever@eau-rmc.fr



Agence de l'eau Loire-Bretagne
(délégation Allier - Loire amont)
Aymeric Dupont, politique territoriale & agriculture
aymeric.dupont@eau-loire-bretagne.fr



Protéger la santé des populations et l'environnement : les services de l'État

Les directions régionales

L'Agence régionale de la santé (ARS) est chargée de définir et mettre en œuvre la politique régionale de santé, en coordination avec les partenaires de ses territoires et en réponse aux besoins de santé de la population. Elle agit sur le champ de la santé dans sa globalité : prévention et promotion de la santé, veille et sécurité sanitaires, organisation de l'offre de soins et de la prise en charge médico-sociale. Elle se positionne comme l'interlocuteur unique de tous les acteurs de santé en région.

Les actions en faveur de la protection de la ressource en eau sont définies dans le cadre du Code de la Santé publique et du plan régional santé environnement (PRSE).

Contact :

Bruno Maestri, adjoint au chef du département santé-environnement
bruno.maestri@ars.sante.fr



Les directions départementales

La délégation territoriale de l'ARS de Saône-et-Loire est chargée : de l'instruction des procédures de mise en place des périmètres de protection des captages (DUP) ; des procédures d'autorisation de traitement et de distribution d'eau, la protection de la ressource en eau constituant une des missions prioritaires de ces services ; de l'organisation et de la mise en œuvre du contrôle de la qualité des eaux de consommation. Cette dernière action vise à s'assurer que les limites de qualité fixées par la législation sont respectées en tout point du territoire, mais aussi à vérifier que les responsables concernés mettent en œuvre toutes les mesures nécessaires pour maintenir en permanence une eau de qualité conforme au robinet du consommateur.

Contact :

Martine Poirier, ingénieure d'études sanitaires
martine.poirier@ars.sante.fr

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), et plus particulièrement le département Eau et milieux aquatiques du service Biodiversité eau patrimoine a en charge le respect des politiques de l'eau définies dans le cadre de la DCE et déclinées par l'État français. Il coordonne l'action des services de l'État et de ses établissements publics et participe aux suivis des états qualitatifs et quantitatifs des eaux souterraines et superficielles en vue d'atteindre leur bon état.

Contact :

Adeline Perronneau, chargée de mission pollutions diffuses
adeline.perronneau@developpement-durable.gouv.fr



Le Service régional de l'alimentation (SRAI) de la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) co-pilote, avec la DREAL, le plan Écophyto 2 et en coordonne les actions en région, en collaboration avec la Chambre régionale d'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté. Ce plan, issu du Grenelle de l'environnement, a pour ambition de réduire l'usage des pesticides en zones agricoles et non agricoles.

Contacts :

Aude Jarabo, cheffe de projet régional Écophyto, DRAAF
ecophyto.draaf-bourgogne-franche-comte@agriculture.gouv.fr

Céline Buche, animatrice Écophyto,
Chambre régionale d'agriculture
celine.buche@bfc.chambagri.fr



La Direction départementale des territoires de Saône-et-Loire (DDT 71) intervient par l'intermédiaire de l'Unité eau et milieux aquatiques du Service environnement, qui gère administrativement les dossiers des captages prioritaires (Grenelle et SDAGE) et, à ce titre, se charge de la rédaction et de la mise en œuvre des arrêtés préfectoraux de la démarche zones soumises à contraintes environnementales (ZSCE). Elle participe donc à la définition des bassins d'alimentation de captage (BAC) et accompagne les maîtres d'ouvrage tout au long des différentes phases de l'étude et tout particulièrement dans la définition du programme d'actions. Elle exerce également une mission de police de l'eau. Enfin, son Service économie agricole instruit les dossiers d'aides des mesures agricoles.

Contact :

Edwige Grall, technicienne police de l'eau
edwige.grall@saone-et-loire.gouv.fr



➤ Appuyer les collectivités prioritaires dans leurs démarches

Le Conseil départemental de Saône-et-Loire

Le Département de Saône-et-Loire apporte une assistance technique aux collectivités distributrices d'eau pour leurs démarches de protection de la ressource en eau. Dans le cadre des périmètres de protection des captages, le Département propose une convention de mandat aux collectivités pour réaliser en leur nom l'ensemble des études techniques et dossiers administratifs nécessaires, et pour leur apporter une aide financière. Il anime également une Cellule d'appui départementale, qui est un lieu d'échanges et de coordination entre les différents acteurs. Enfin, le Département peut fournir un appui technique aux collectivités engagées dans les démarches BAC, y compris

pour une évaluation des procédures au terme des 3 ans du programme d'actions. Il propose par ailleurs un accompagnement des collectivités sous forme d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les études de transfert de compétence, la gestion patrimoniale de leurs ouvrages de captage, ou les schémas de défense extérieure contre l'incendie.

Contacts :

Yann Aucant, chargé de mission ressource en eau

y.aucant@cg71.fr

Xavier Genet, chargé de mission ressource en eau

x.genet@cg71.fr



➤ Coordonner et animer les actions agricoles

La chambre d'agriculture de Saône-et-Loire

Dans le cadre des projets de protection des aires d'alimentation de captages, le service Territoires de la Chambre d'agriculture de Saône-et-Loire accompagne les agriculteurs pour la mise en œuvre d'actions en faveur de la protection de la qualité de l'eau. Il peut également intervenir comme prestataire pour la réalisation du diagnostic territorial des pressions d'origine agricole, l'élaboration du programme d'actions du bassin d'alimentation de captage (BAC) et l'animation d'actions de ce programme. Ceci en concertation et partenariat avec l'ensemble des acteurs du territoire (services de l'État, agences de l'eau, collectivités territoriales, agriculteurs, conseillers techniques des organismes économiques...), afin de garantir la cohérence des actions au regard des enjeux spécifiques au territoire considéré, et suivant le cadre réglementaire et les différents niveaux de dispositifs contractuels existants.

Contact :

Mélanie Burlaud, conseillère agroenvironnement
meburlaud@sl.chambagri.fr



Le réseau bio

Bio Bourgogne est une association régionale qui promeut et développe depuis plus de 30 ans, avec les Groupements d'AgroBiologistes départementaux (GAB), l'agriculture biologique en Bourgogne. En répondant aux besoins et aux attentes des acteurs impliqués dans le développement de l'agriculture biologique, elle accompagne les producteurs et les territoires dans la mise en place de systèmes et de filières biologiques cohérents, durables et solidaires. Elle a pour mission principale le développement de l'agriculture biologique, par l'accompagnement des producteurs en conversion, le conseil technique et la promotion de l'agriculture biologique.

À l'échelle de la nouvelle région, Bio Bourgogne travaille en collaboration et de façon concertée avec Interbio Bourgogne-Comté dont l'objet est le même que Bio Bourgogne pour la Franche-Comté.

Contact :

Séverine Prudent, responsable pôle filières et territoire

severine.prudent@biobourgogne.org



• BIO BOURGOGNE •

Les coopératives agricoles

Les coopératives agricoles sont des entreprises coopératives créées à l'initiative d'agriculteurs afin de mutualiser les moyens de production, de transformation et de commercialisation de leurs productions agricoles. Ces structures sont motrices dans la création et le déploiement de filières, y compris celles issues de cultures demandant de faibles intrants. Les coopératives exercent également un rôle de conseil auprès de leurs agriculteurs adhérents, notamment sur l'utilisation des produits phytosanitaires et sur la fertilisation azotée.

Contact :

Coopérative Bourgogne du Sud
Christine Bouilly, responsable agronomique
c.bouilly@bourgognedusud.coop

Le GABSeL est le Groupement des agrobiologistes de la Saône-et-Loire. Il rassemble les agriculteurs bio ou en conversion de toutes les filières de Saône-et-Loire : élevages, grandes cultures, viticulture, maraîchage, plantes aromatiques, arboriculture...

Il représente, défend, soutient les producteurs bio du département et accompagne les producteurs souhaitant reconverter leur ferme ou domaine en bio.

Contact :

Marine Philippe, animatrice
gabsel@biobourgogne.org



• GABSeL •
Les Agriculteurs BIO
de Saône et Loire

Accompagner la maîtrise du foncier

La société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) Bourgogne-Franche-Comté

Les actions menées par la **SAFER** sont être de diverses natures :

- **Études foncières** (pour connaître le contexte foncier local et appréhender la faisabilité d'une démarche de maîtrise foncière).
- **Veille et observation foncières** (pour une meilleure connaissance du territoire et saisir d'éventuelles opportunités).
- **Animation et négociation foncières**.
- **Réserves foncières**.

Les activités de maîtrise foncière pour la protection de la ressource en eau se réalisent par **opportunité** (un conseiller foncier de la SAFER maîtrise une propriété qui intéresse pour tout ou partie un gestionnaire de captage par exemple) ou dans le cadre d'une démarche spécifique via une **convention** avec le gestionnaire (plus de 20 conventions en Bourgogne-Franche-Comté).

Entre 2014 et 2016, plus de 200 hectares ont été orientés dans ce sens, ce qui illustre l'implication de la SAFER sur le sujet. Les actions les plus efficaces se réalisent dans le cadre de partenariats validés par un conventionnement.

Contacts :

Emmanuel Cordier, directeur départemental de Saône-et-Loire
e.cordier@saferbfc.com

Julien Burtin, Chef de service collectivités environnement
j.burtin@saferbfc.com



Accompagner la réduction des pesticides

La Fédération régionale de défense contre les organismes nuisibles (FREDON)

La **FREDON Bourgogne** accompagne les collectivités et les conseille pour réduire l'usage des produits phytosanitaires. Elle évalue les risques induits par l'utilisation de ces produits et met en place des actions permettant de limiter leur utilisation en zones non agricoles. Ainsi, elle aide les collectivités dans le changement de leurs pratiques d'entretien des espaces communaux par la mise en place de plans de désherbage et de gestion différenciée des espaces verts. Elle forme également les agents communaux aux bonnes pratiques de traitement et à l'utilisation de techniques alternatives. Enfin, elle appuie les collectivités à valoriser les démarches engagées et les évolutions d'entretien via une charte d'entretien des espaces publics.

Contact :

Marie Charlotte Paput, responsable environnement
mc-paput@fredon-bourgogne.com



Terre de liens

L'association **Terre de liens Bourgogne-Franche-Comté** participe à recréer une responsabilité individuelle et collective pour la préservation des terres agricoles. Grâce à ses structures de finance solidaire, elle a une action de maîtrise foncière sur le long terme et permet ainsi l'installation de paysans et le développement d'une agriculture biologique et citoyenne.

Terre de liens agit concrètement en accompagnant les collectivités à s'emparer de la question de la préservation du foncier et de l'installation d'agriculteurs biologiques sur leurs territoires.

Contact :

Orianne Guillou, coordinatrice de l'association
o.guillou@terredeliens.org



Bourgogne Franche-Comté

Le Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté

La réduction des pesticides est un axe essentiel de la politique de développement durable de la **Région Bourgogne-Franche-Comté**. Les pollutions diffuses ayant un impact sur les milieux aquatiques, des aides sont proposées pour la gestion des cimetières sans produits phytosanitaires et aux exploitations agricoles.

Pour plus de détails :

www.bourgognefranchecomte.fr



Cette fiche pratique a été réalisée par :



dans le cadre du :

financé par :



Contact : Anne-Cerise Tissot, chargée de mission
ac.tissot@alterrebfc.org